



LE SERVICE PUBLIC ... C'EST VITAL !

Les différentes lois et réformes imposées par les gouvernements successifs mettent de plus en plus à mal les agents des services et administrations et répondent de moins en moins aux besoins des usagers.

Actuellement, de plus en plus de services, de réseaux et d'implantations administratives sont rayés de la carte au détriment de la mise en œuvre d'un service public de pleine compétence et de proximité sur l'ensemble du territoire national.

Nos besoins
des services publics
tout au long
de la **journée**
et de la **vie**



En Ardèche, des exemples qui démontrent cette situation sont nombreux : fermeture de bureaux de Poste, de trésoreries,... l'éducation, les services jeunesse, menacés ; les bibliothèques, les musées, le patrimoine malmenés ; crèches, hôpitaux, caisses de la sécurité sociale,, pôle emploi et services sociaux... en manque d'effectifs.

Tout en accordant, en 2015 un nouveau cadeau fiscal de 2,5 milliards d'euros, au titre des investissements réalisés par les entreprises, qui s'ajoutent aux 50 milliards d'euros du pacte dit de « responsabilité », des « baisses » budgétaires ont été annoncées sur la période 2015/2017 :

- 18 milliards d'euros des dépenses de l'Etat et de ses opérateurs,
- 11 milliards d'euros des dépenses des collectivités territoriales,
- 10 milliards d'euros des dépenses de l'assurance maladie,
- 11 milliards d'euros des dépenses de la protection sociale.

C'est une saignée sans précédent !

L'objectif affiché par les pouvoirs publics : réduire les dépenses, et rationaliser les personnels et leurs moyens d'exercice des missions.

Les conséquences pour les agents : mobilité imposée, nouvelles suppressions massives d'emplois et précarité avec comme conséquence une dégradation accrue des conditions de travail, gel de la rémunération, des privatisations, des transferts de décisions politiques qui touchent aux statuts des agents....

Les conséquences pour les usagers : fermeture des accueils physiques, perte de proximité et éloignement des citoyens des lieux de décisions politiques, moins de disponibilité des agents voire moins d'agents formés pour les missions, inégalité des prestations, baisse de la qualité des services rendus....

Il est indispensable de construire le rapport de force nécessaire pour pouvoir répondre aux besoins de toute la population.

LA FACE CACHEE DE LA RETENUE A LA SOURCE

* **FAUSSE SIMPLIFICATION** : il faudra toujours souscrire une déclaration d'impôt. Le calcul de l'impôt se fera toujours avec un an de décalage pour connaître l'ensemble des revenus.

* **INDISCRETION** : l'employeur aura connaissance de données personnelles qu'il ne connaît pas actuellement.

* **PLUS DE FRAUDE** : alors qu'actuellement 99% de l'impôt sur le revenu est recouvré par les agents de l'état, le recouvrement par l'employeur entrainera des défauts de reversement comme pour la TVA.

LA FAUSSE BONNE IDEE ?

Le statut des fonctionnaires n'est pas fait pour les fonctionnaires, mais pour les citoyens, pour les usagers des services publics, car c'est bien ce statut qui leur permet d'avoir des agents neutres et en capacité de résister aux pressions politiques pour servir l'intérêt général et garantir l'égalité de traitement de tous les citoyens.